



Bonjour Staff, l'équipe de rédaction vous souhaite le meilleur pour 2020 ainsi qu'à vos proches et vous remercie pour votre confiance. Voici votre e-revue juridique hebdomadaire 100% profilée selon les secteurs suivants :

- Audiovisuel & Cinéma
- Presse & Edition
- Propriété intellectuelle
- Publicité & Marketing
- Numérique & E-commerce
- Image & Photographie
- Données personnelles
- Consommation & Consommateurs

Avec votre accès, vous bénéficiez des services Premium suivants : i) Licence de reproduction de 15 articles / mois sur tous vos supports ; ii) Questions / Réponses juridiques gratuites ; iii) Avocat ? votre référencement sur [Lexsider.com](https://www.lexsider.com) et mise en relation client gratuite.

Merci à tous nos abonnés, récents ou plus anciens qui nous suivent : Europacorp / ARTE TV / Lagardère Active / Groupe La Poste / INA / Ouest France / Vinted....

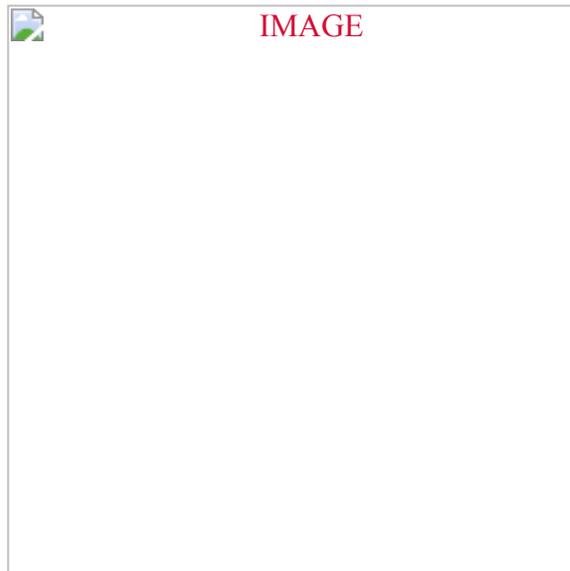
Bonne lecture. La Rédaction

Audiovisuel | Cinéma

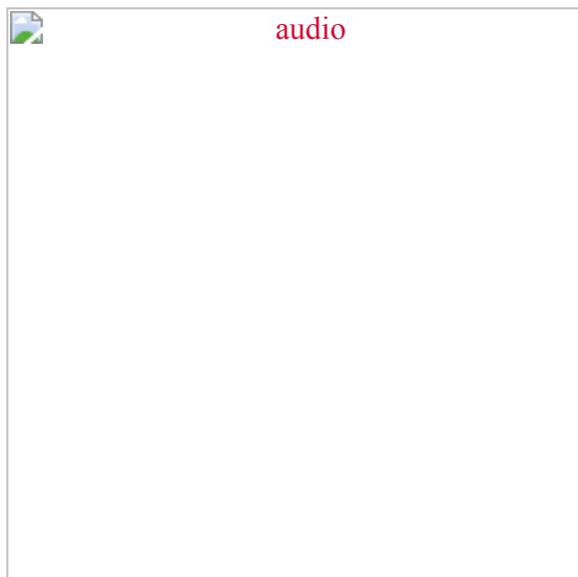
Affaire Fort Boyard

La société de production de l'émission Fort Boyard a été condamnée pour faute inexcusable. La reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur permet à la victime d'obtenir une majoration des indemnités qui lui sont dues, conformément aux dispositions de l'article L.452-2 du code de la sécurité sociale.

Lire



Modification des heures de grande écoute



Il est possible d'obtenir du CSA, la modification de ses heures de grande écoute. Après avoir sollicité du CSA, à plusieurs reprises, la modification des heures de grande écoute fixées à l'article 3-2-1 de sa convention, qu'elle estimait inadaptées, la société RMC Découverte a obtenu du CSA qu'elles soient modifiées (désormais fixées de 8 h 30 et 10 h 30 ainsi qu'entre 18 heures et 24 heures tous les jours)

Lire

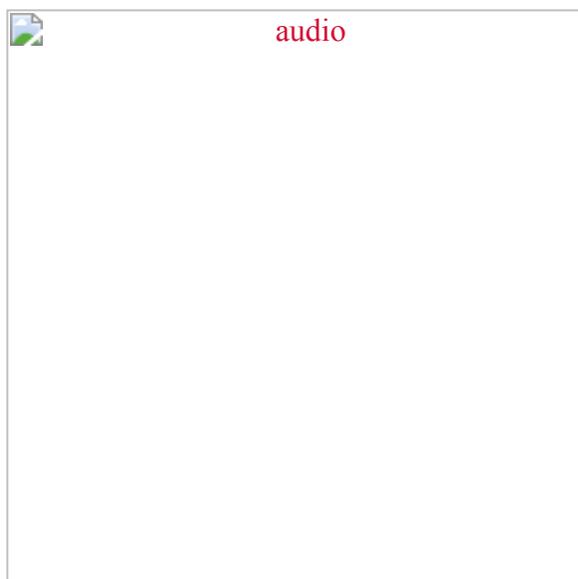
Lutte contre le dopage : Canal + mise en demeure

Vous diffusez des programmes sportifs ?
Depuis le 1er juin 2017, vous avez
l'obligation de respecter la délibération du
CSA n° 2017-20 du 17 mai 2017 relative à
la lutte contre le dopage. Canal plus a été
mise en demeure, en ce qui concerne le
service Golf +

Lire



Résiliation du mandat de distribution de vidéogrammes



Attention à la reddition des comptes en
matière de distribution audiovisuelle. Un
producteur a obtenu la résiliation d'un
mandat de distribution de film aux torts de
son distributeur, qui, en sa qualité de
mandataire, était tenu d'adresser des
décomptes, ce qu'il s'est abstenu de faire
malgré des mises en demeure

Lire

Presse | Edition

Pigiste en CDI : subtil mais légal

Subtilité du droit de la presse : la Cour de cassation a confirmé qu'un pigiste peut être en CDI, en effet, la pige est un mode de rémunération et non une qualification juridique. Cette solution est valable pour tous les journalistes pigistes, presse ou audiovisuel, éditeurs, rédacteurs et rédacteurs en chef de sites de presse.

Lire



On n'est pas couché : diffamation en plateau



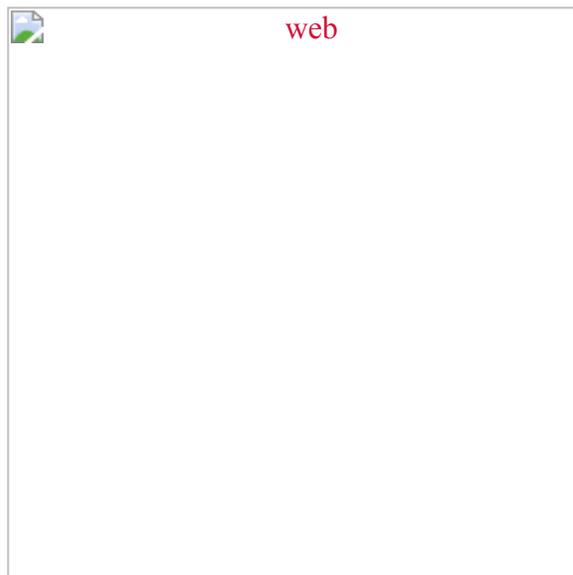
Pour constituer une diffamation, l'allégation ou l'imputation qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne visée doit se présenter sous la forme d'une articulation précise de faits de nature à être, sans difficulté, l'objet d'une preuve et d'un débat contradictoire.

Lire

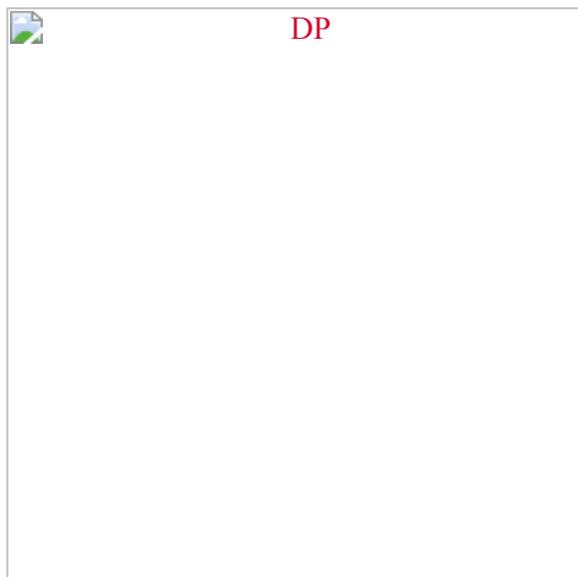
Délit d'outrage contre un Maire

Au-delà de l'injure figure l'outrage. Constituent un outrage puni par la loi et soumis à la prescription délictuelle, les paroles, gestes ou menaces, écrits ou images de toute nature non rendus publics, adressés à une personne dépositaire de l'autorité publique,

Lire



Dénigrement ou diffamation contre une société ?



Les abus de la liberté d'expression prévus et réprimés par la loi du 29 juillet 1881 ne peuvent être réparés sur le fondement de l'article 1240 du code civil.

Lire

Propriété intellectuelle

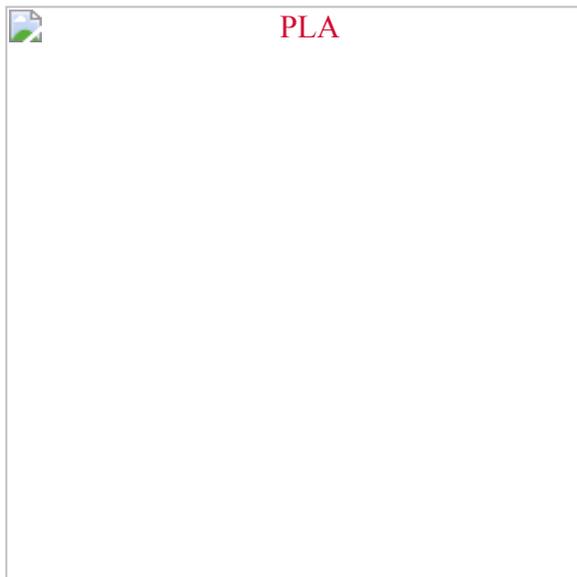
Organisation de concerts : l'acompte à l'État sanctionné

L'association Union française des métiers de l'événement (UNIMEV), le syndicat national du spectacle musical et de variété (PRODISS) et le syndicat national des très petites et petites structures non lucratives de musiques actuelles (SMA) ont obtenu partiellement (sur le volet acompte et délais de paiement) l'annulation pour excès de pouvoir de l'instruction du 15 mai 2018 du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur relative à l'indemnisation des services de police ou de gendarmerie nationale engagés à l'occasion d'événements nécessitant un dispositif de sécurité particulier.

Lire

 Organisation de concerts : l'acompte à l'État sanctionné

Pouvoirs des agents de la SACEM



La régularité des procès-verbaux de constat établis par les agents assermentés par la SACEM est difficilement contestable dès lors qu'il est justifié par la SACEM de l'agrément de ses agents par la production de l'arrêté du ministère de la culture portant renouvellement de l'agrément, de la prestation de serment devant le tribunal d'instance. L'arrêté portant agrément à l'effet de constater la matérialité

Lire

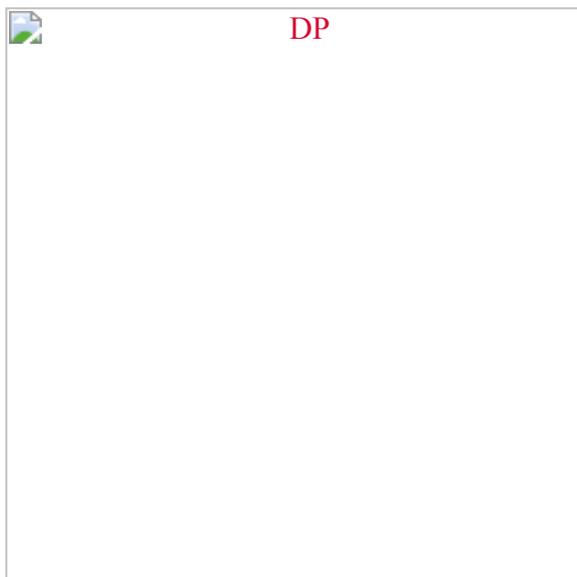
Affaire INA

Les juges suprêmes ont pris acte de la décision de la CJUE (14 novembre 2019, affaire C-484/18) : l'INA bénéficie d'une présomption simple d'autorisation d'exploitation des interprétations des artistes-interprètes qui participent à l'enregistrement d'une œuvre audiovisuelle aux fins de sa radiodiffusion.

Lire



Accord avec la SPRE



e fait pour un redevable de la redevance SPRE d'exciper d'un accord avec cette dernière rend l'action en référé fragile. L'existence d'un accord emportant le forfait comme base de calcul de la créance, est une contestation sérieuse.

Lire

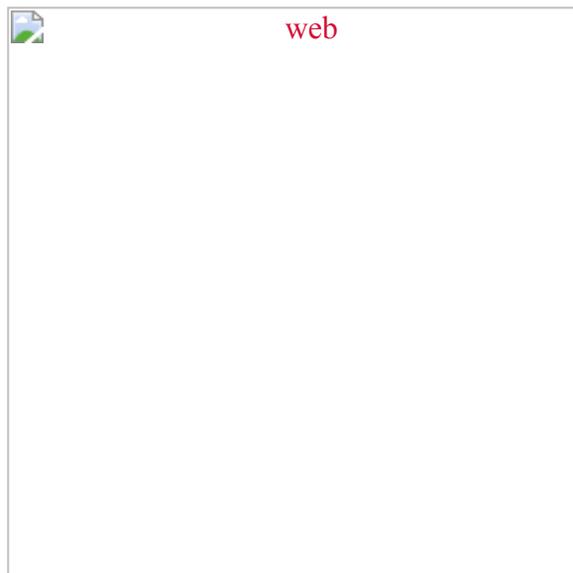
Publicité | Marketing

Encartage de chéquier publicitaire

Thématique : Contrat d'annonceur,
Publicité | Marketing

Un annonceur a commandé auprès d'un support des prestations d'affichage d'encartages de chéquier de bons de réduction. Indiquant ne plus pouvoir distribuer ledit chéquier, le support a résilié le contrat de l'annonceur. Cette résiliation a été jugée fautive.

Lire



Annonces publicitaires : compétence clef de l'animateur radio



Thématique : Publicité | Marketing

L'employeur est en droit de licencier un animateur radio pour insuffisance professionnelle en cas de non-respect des impératifs de la régie publicitaire. Le salarié avait commis de nombreuses fautes dans la gestion des annonces publicitaires devant entrecouper son émission. Parmi la liste des erreurs commises par le salarié figurait : i) la diffusion de deux annonces de produits identiques l'une après l'autre (le bénéfice espéré par les annonceurs s'annihilant), ii)

Lire

Magazine de promotion : le statut de journaliste écarté

Thématique : Publicité | Marketing

Un magazine municipal ne dispose pas d'une ligne éditoriale indépendante par rapport aux sujets traités, ce magazine ne peut pour ce motif, être regardé comme une publication de presse autonome au sens de l'article L. 7111-3 précité du code du travail. La commission supérieure ne commet pas d'erreur de droit en refus la carte

Lire



Régie publicitaire : nullité de bon de commande exclue



Thématique : Publicité | Marketing, Régie publicitaire

Une régie publicitaire peut cumuler ses activités avec celle de vendeur d'espaces publicitaires. Un annonceur a demandé sans succès, la nullité du bon de commande passé avec une régie pour non-respect de la loi Sapin.

Lire

Numérique | E-commerce

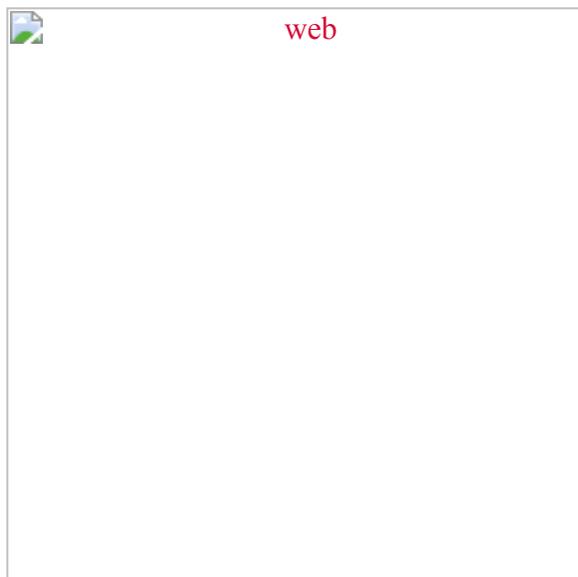
Clefs USB et cartes mémoires : nouveaux barèmes

La commission de la copie privée a soumis les clés USB non dédiées et les cartes mémoires à de nouveaux barèmes. La nouvelle méthode de calcul des rémunérations pour copie privée repose désormais sur la combinaison des paramètres suivants : i) détermination

Lire



Emails protégés par le secret des correspondances



Les emails échangés entre des tiers sont protégés par le secret des correspondances, celui qui n'en est pas destinataire, ne peut s'en prévaloir en justice. La violation du secret des correspondances n'est pas couverte même lorsqu'elle est strictement nécessaire à l'exercice des droits du salarié agissant en justice contre son employeur. Le salarié ne peut pas produire en justice les documents

Lire

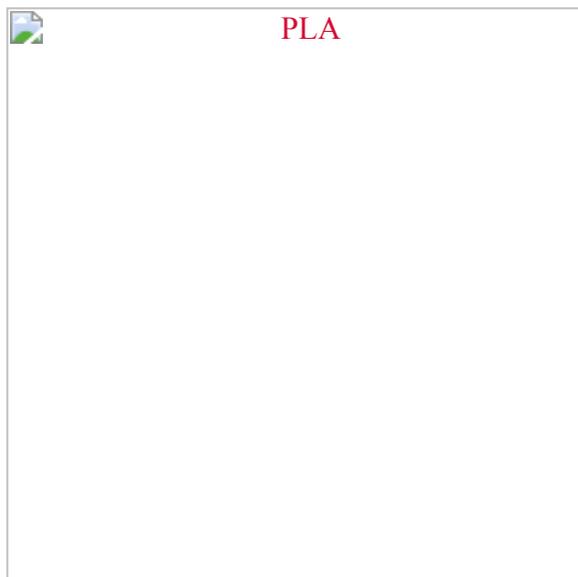
Dossiers personnels du salarié

Retrouver un historique de recherches privées ou des fichiers informatiques à caractère personnel sur le disque dur du salarié n'emporte pas nécessairement la preuve d'agissements fautifs (abus de l'interne au travail). Par ailleurs, travailler en musique n'est pas une faute en l'absence de consignes contraires données par l'employeur.

Lire



Piratage en ligne : la contrefaçon en bande organisée



Le délit de contrefaçon en ligne en bande organisée peut être retenu même lorsque les membres du réseau ne se connaissent pas, ce qui est le cas général sur les réseaux de partage de fichiers contrefaisants.

Lire

Image | Photographie

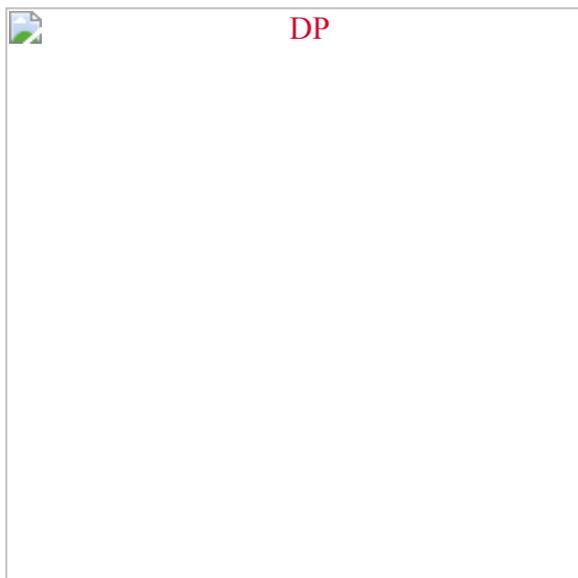
Image publicitaire du salarié

L'utilisation de l'image du salarié à titre publicitaire présente un risque pour l'employeur y compris en présence d'une clause de cession de droit à l'image stipulée au contrat de travail du salarié.

Lire



Droit à l'image et obligation de sécurité



Une violation du droit à l'image peut constituer une atteinte à la vie privée et une mise en danger de la personne filmée.

Lire

Image des proches du défunt

Relater des dissensions au sein des familles de personnalités publiques, avec photographies à l'appui, n'est pas nécessairement attentatoire à la vie privée.

Lire

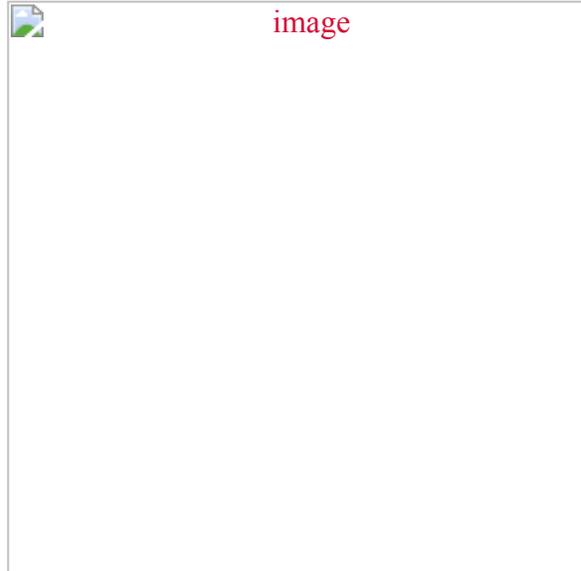
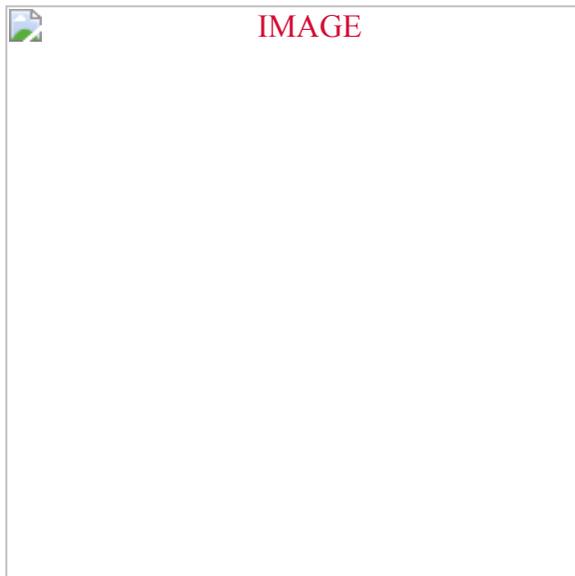


Image des mineurs : le jardin d'acclimatation condamné



Même en cas d'accord verbal des parents d'un mineur, il est plus sécurisant de faire signer une autorisation d'exploitation du droit à l'image.

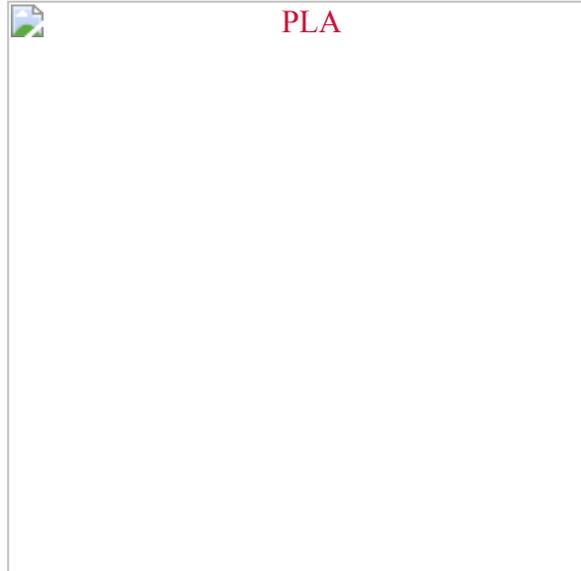
Lire

Données personnelles | RGDP

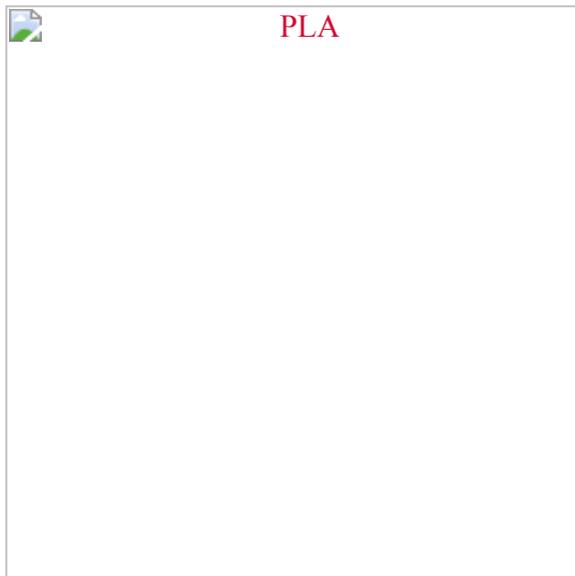
Condamnations pénales : des données « très » sensibles

Le droit au déréférencement joue à plein pour les données très sensibles telles que les condamnations pénales.

Lire



Google France non responsable de traitement de données

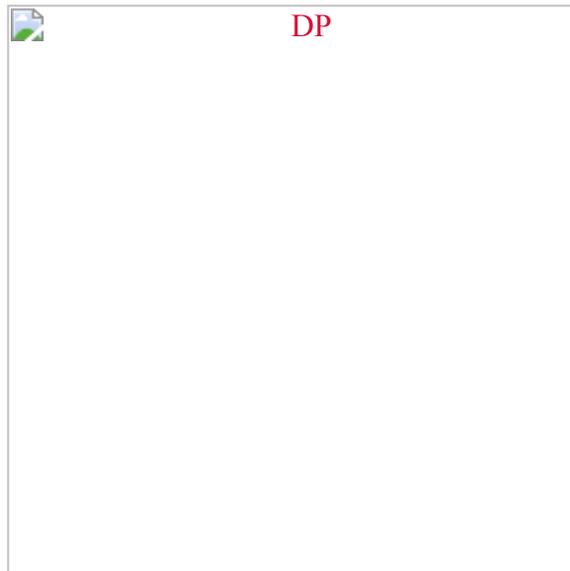


En matière de traitement illicite de données personnelles, Google France peut être mise hors de cause. L'article 3 de la loi du 6 janvier 1978 (version applicable aux faits de la cause) dispose que le responsable d'un traitement de données à caractère personnel est la personne qui détermine ses finalités et ses moyens.

Lire

Droit d'opposition des professionnels

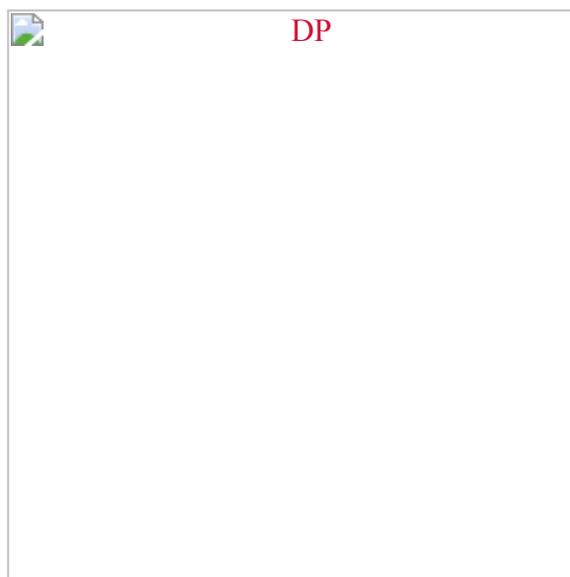
Les professionnels ne disposent pas d'un droit d'opposition à leurs données professionnelles, les juridictions semblent privilégier le droit à l'information du consommateur. En présence d'avis négatifs, le professionnel lésé doit agir sur le fondement de la loi du 29 juillet 1881 ou du dénigrement en application de l'article 1240 du code civil, contre les internautes qui porteraient atteinte

[Lire](#)

Consommateurs | Consommation

Clause limitative d'indemnisation

Concernant la responsabilité contractuelle de vos prestataires, attention à bien vérifier le montant du plafond de votre indemnisation. Entre professionnels, la clause limitative d'indemnisation ne porte pas nécessairement atteinte à l'obligation essentielle du prestataire. Un client professionnel de la société Orange

[Lire](#)

Absence de visa : la responsabilité de l'agence de voyages



Si une agence de voyage ne vous a pas prévenu de la nécessité d'avoir un visa, il incombe à cette dernière de rapporter la preuve qu'elle a, préalablement à la conclusion du contrat, délivré l'information relative au franchissement des frontières.

Lire

Acceptation tacite de CGV

Entre partenaires commerciaux de longue date, le renvoi (apposé sur une facture) à des CGV stipulant une clause attributive de juridiction, est légal et opposable entre les parties.



Lire

Droit de rétractation du professionnel



L'article L221-3 du code de la consommation dispose que le professionnel, employant cinq salariés au plus, qui souscrit hors établissement un contrat dont l'objet n'entre pas dans le champ de son activité principale, bénéficie des dispositions protectrices

Lire

Contrats à Télécharger

[Unsubscribe](#) | [Manage subscription](#)

ACTOBA | 4 rue Froissart 75003 PARIS 01.44.01.52.51

Questions / Réponses juridiques de la semaine